CAGP 2026

MARS 2026

DOC. PRÉL. NO 7B

Titre	**Analyse des réponses reçues au Questionnaire de 2025 sur les thèmes qui pourraient être abordés lors de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993**
Document	**Doc. prél. No 7B de Janvier 2026**
Auteur	BP
Point de l'ordre du jour	Point III.1.a
Mandat(s)	C&D Nos 42 et 77 du CAGP de 2025
Objectif	Résumer les réponses reçues des Membres et des Parties contractantes à la Convention Adoption de 1993 au Questionnaire de 2025 sur les thèmes qui pourraient être abordés lors de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993
Mesures à prendre	Pour décision ☒ Pour approbation ☐ Pour discussion ☐ Pour action / achèvement ☐ Pour information ☒
Annexes	*Annex I: Overview of responses to the 2025 Questionnaire* *Annex II: Summary of the comments to the responses*
Document(s) connexe(s)	- Doc. prél. No 1 de mai 2025 – Conclusions et Recommandations des réunions précédentes de la Commission spéciale (CS) sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993 - Doc. prél. No 2 de mai 2025 – Questionnaire sur les thèmes qui pourraient être abordés lors de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993

Table of Contents

I. Introduction 1

II. Synthèse des réponses et des commentaires au Questionnaire de 2025 2

A. Thèmes pour la prochaine réunion de la CS 3

B. Format de la prochaine réunion de la CS 5

1. Discussions en tables rondes 5

2. Sessions de travail en groupes restreints 5

3. Session de formation d'une journée sur la Convention Adoption de 1993 6

4. Séance d'information sur la réunion de la CS 6

5. Réunions informelles bilatérales ou multilatérales entre représentants des Autorités centrales participant à la réunion de la CS 7

III. Thèmes et format proposés pour la prochaine réunion de la CS 7

A. Thèmes proposés 7

B. Format proposé 8

IV. Prochaines étapes 9

V. Propositions soumises au CAGP 9

Annexe I 11

Annexe II 18

Analyse des réponses reçues au Questionnaire de 2025 sur les thèmes qui pourraient être abordés lors de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993

I. Introduction

1 En mars 2025, le Conseil sur les affaires générales et la politique (CAGP) a chargé le Bureau Permanent (BP) d'entamer « les préparatifs d'une Sixième réunion de la Commission spéciale (CS) sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993 en diffusant un questionnaire sur les thèmes et le format possibles de la réunion de la CS. Le BP rendra compte des résultats de ce questionnaire aux Membres et aux Parties contractantes et entamera les autres aspects de la préparation de la réunion de la CS en fonction des réponses reçues. »[1]

2 En mai 2025, le BP a diffusé le *Questionnaire sur les thèmes qui pourraient être abordés lors de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993* (Questionnaire de 2025)[2]. Le présent Document préliminaire analyse les réponses reçues et formule, sur cette base, certaines propositions en vue de la préparation de la Sixième réunion de la CS. L'annexe I contient une compilation des réponses reçues tandis que l'annexe II résume les commentaires figurant dans les réponses, en précisant les motifs pour lesquels les répondants ont estimé qu'un thème devait ou non être abordé, ainsi que d'autres observations.

3 Les thèmes inclus dans le Questionnaire de 2025 s'appuient sur les commentaires formulés par les Parties contractantes lors de diverses réunions (Groupes de travail, ateliers, conférences, séminaires et missions d'assistance technique) sur les travaux en cours de la HCCH, ainsi que sur les suggestions adressées au BP par différentes autorités et parties prenantes depuis la dernière réunion de la CS en 2022.

4 Le Questionnaire de 2025 invitait les Membres et les Parties contractantes à classer des **thèmes spécifiques** (numérotés de 1 à 27) selon leur degré d'importance pour la prochaine réunion de la CS, et à sélectionner jusqu'à cinq **thèmes généraux** (lettres A à I) qu'ils considéraient comme prioritaires pour cette réunion. La synthèse des réponses présentée ci-après se réfère à ces numéros de thèmes et catégories alphabétiques.

5 Les résultats des évaluations fournies par les États sont principalement présentés sous forme statistique[3] et, le cas échéant, résumés (pour plus de détails, voir les annexes). Il convient de rappeler que l'évaluation **ne porte pas sur l'importance générale d'un thème donné en matière d'adoption**, mais reflète uniquement **les préférences quant aux thèmes à aborder lors de la prochaine réunion de la CS**.

---

1 « Conclusions et Décisions du CAGP de 2025 (du 5 au 7 mars 2025) », C&D No 42 (disponibles sur le site web de la HCCH (www.hcch.net), sous « Gouvernance » => « Conseil sur les affaires générales et la politique » => « Archives (2000-2025) »).

2 Doc. prél. No 2 de mai 2025, « Questionnaire sur les thèmes qui pourraient être abordés lors de la Sixième réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993 » (disponible sur le site web de la HCCH (www.hcch.net) sous « Adoption » => « Réunion des Commissions spéciales » => « Commission spéciale de 2027 (dates à confirmer) »).

3 Afin de faciliter la lisibilité, les données statistiques ont été arrondies. Il en résulte que certains totaux n'atteignent pas exactement 100 %. Il est en outre précisé que 18 États ayant répondu au Questionnaire de 2025 ont demandé que leurs réponses ne soient pas publiées sur le site web de la HCCH. En conséquence, les graphiques figurant aux sections III et IV incluent les données de l'ensemble des États répondants ; l'annexe I exclut les données des États ayant demandé que leurs réponses ne soient pas publiées sur le site web de la HCCH ; et l'annexe II inclut les données de l'ensemble des États répondants sans mentionner les États ayant demandé que leurs réponses ne soient pas publiées sur le site web de la HCCH.

6 La prochaine réunion de la CS est provisoirement prévue pour 2027 ; les dates précises seront toutefois déterminées en fonction du programme de travail global de la HCCH. Les propositions formulées dans le présent document tiennent compte du nombre élevé de Parties contractantes à la Convention Adoption de 1993 (actuellement 107 Parties contractantes et deux États signataires)[4], ainsi que des contraintes budgétaires et logistiques. À ce stade, la durée totale envisagée pour la réunion serait de trois jours et demi (début le mardi matin et fin le vendredi à l'heure du déjeuner).

II. Synthèse des réponses et des commentaires au Questionnaire de 2025

7 Le BP tient à exprimer sa gratitude aux 74 Parties contractantes à la Convention Adoption de 1993 ainsi qu'aux trois Observateurs ayant répondu au Questionnaire de 2025. La répartition des répondants est la suivante :

- 58 Membres de la HCCH, parmi lesquels :
  - ⇒ 28 Parties contractantes s'identifiant comme États d'origine[5] : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Chili, Chine (continentale)[6], Costa Rica, Chypre, Équateur, El Salvador, Honduras, Hongrie, Inde, Lituanie, Macédoine du Nord, Philippines, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Thaïlande, Uruguay et Viet Nam.
  - ⇒ 20 Parties contractantes s'identifiant comme États d'accueil : Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Israël, Italie, Malte, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse et Royaume-Uni (Angleterre).
  - ⇒ 10 Parties contractantes s'identifiant à la fois comme États d'origine et États d'accueil : Croatie, États-Unis d'Amérique, Maurice, Mexique, Panama, Portugal, République dominicaine, République tchèque, Turquie et Venezuela.
- 16 Parties contractantes non Membres de la HCCH s'identifiant comme États d'origine : Belize, Bénin, Burundi, Cabo Verde, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Madagascar, Saint-Marin, Sénégal et Togo.
- 3 Observateurs : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *Child Identity Protection* (CHIP) et Service Social International (SSI) et[7].

8 Le présent Document préliminaire porte principalement sur les réponses fournies par les Membres et les Parties contractantes à la Convention Adoption de 1993. Les réponses des Observateurs sont reproduites dans le récapitulatif des réponses (annexe I) et dans la synthèse des commentaires (annexe II) ; toutefois, conformément au Règlement intérieur de la HCCH, selon lequel « les observateurs ne participent pas au processus de décision » (art. J.5), leurs réponses n'ont pas été prises en compte dans les analyses statistiques ni dans les pourcentages présentés ci-dessous.

---

4 Depuis la dernière réunion de la CS en 2022, la Convention Adoption de 1993 a été ratifiée par un Membre de la HCCH (la République de Corée) et a fait l'objet d'une adhésion de deux États non membres de la HCCH (l'Angola et le Botswana).

5 La catégorisation des États en tant qu'États d'origine, États d'accueil ou États cumulant les deux statuts repose sur les réponses fournies par chaque État dans les Profils d'État relatifs à la Convention Adoption de 1993.

6 Selon les réponses figurant dans les Profils d'État, la Chine (continentale) est considérée uniquement comme État d'origine, tandis que la Chine (RAS de Hong Kong) et la Chine (RAS de Macao) apparaissent à la fois comme États d'origine et États d'accueil. Aux fins du décompte des réponses par État, la Chine n'a été comptabilisée qu'une seule fois, sous la catégorie des États d'origine.

7 Conformément au Règlement intérieur de la HCCH, selon lequel « les observateurs ne participent pas au processus de décision » (art. J.5), les réponses des Observateurs n'ont pas été prises en compte pour la détermination des thèmes de discussion de la réunion de la CS (c.-à-d. pour l'évaluation des différents thèmes). Toutefois, une synthèse de leurs commentaires et suggestions a été inclus dans les annexes, le cas échéant.

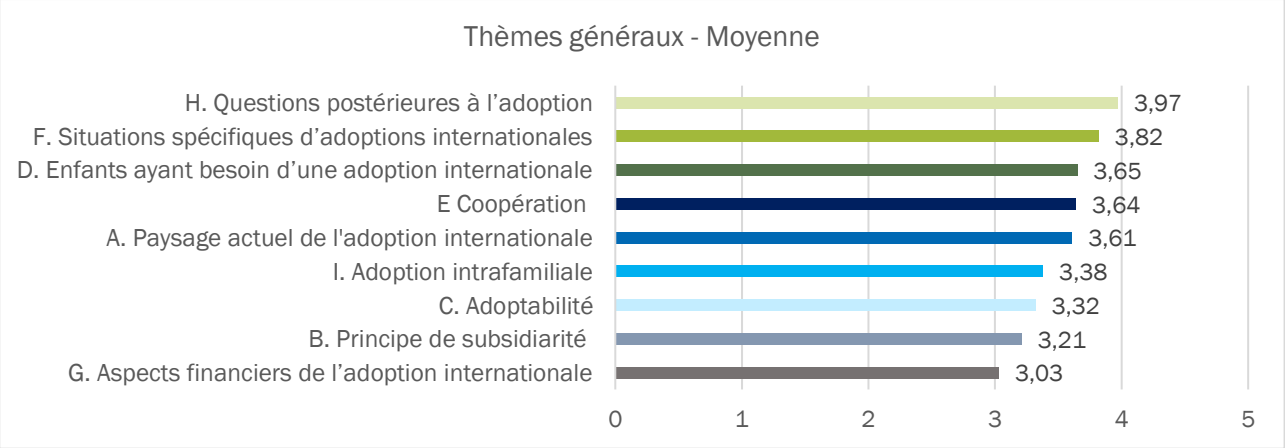
A. Thèmes pour la prochaine réunion de la CS

9 Les réponses indiquent que les États s'accordent généralement sur les principaux thèmes proposés dans le Questionnaire de 2025, tous ayant reçu une majorité de réponses favorables (bien que le niveau de priorité varie d'un sujet à l'autre). Pour la plupart des thèmes, relativement peu ont obtenu des scores très faibles ou n'ont pas suscité de réponse de la part des États.

10 Compte tenu du fait qu'il s'agira de la Sixième réunion de la CS sur la Convention Adoption de 1993 et que le temps alloué à la réunion sera limité, il est suggéré que celle-ci se concentre sur certains thèmes spécifiques. Bien que cela puisse signifier que certains thèmes ou domaines ne seront pas abordés, cela devrait permettre des discussions plus approfondies. Si les États souhaitent aborder d'autres thèmes non abordés lors de la réunion de la CS, d'autres dispositifs pourraient être utilisés (par ex., ateliers, séminaires ou formations).

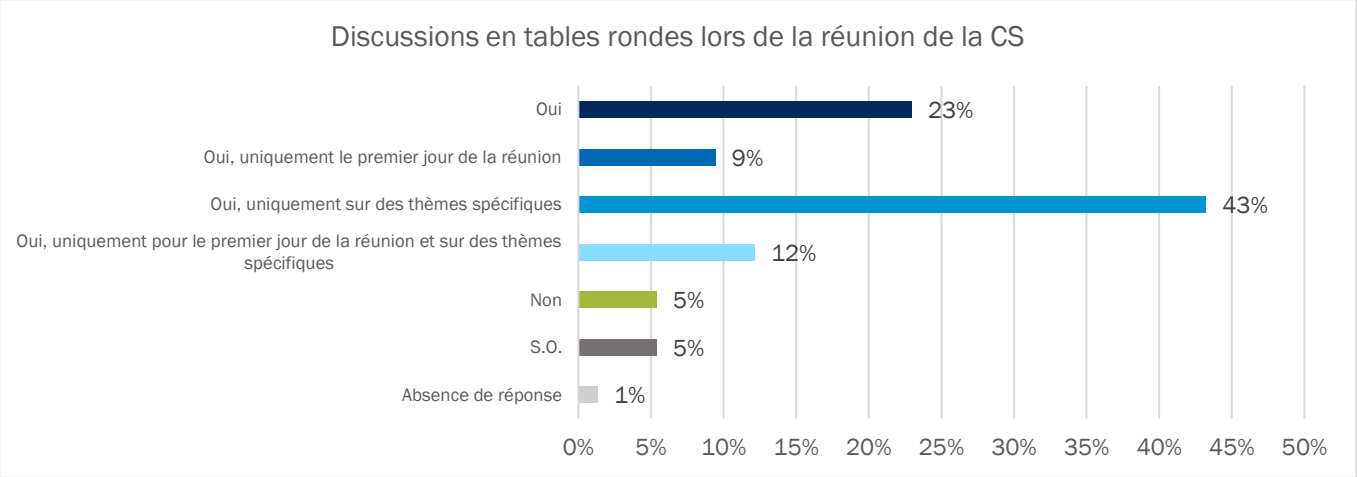
11 Pour déterminer les thèmes qui pourraient être abordés lors de la prochaine réunion de la CS, le BP a examiné, pour chaque thème, à la fois le décompte des réponses individuelles (1, 2, 3, 4, 5 ou absence de réponse) et la note moyenne, ainsi que les commentaires fournis par les États. Cette analyse a été réalisée aussi bien pour les thèmes spécifiques que pour les thèmes généraux. Les évaluations individuelles des thèmes spécifiques, ainsi que les notes moyennes pour les thèmes spécifiques et généraux, sont présentées dans les graphiques ci-après :

Thèmes spécifiques - Moyenne
D. Enfants ayant besoin d'une adoption internationale | 08. Stratégies visant à faire en sorte que l'adoption internationale réponde aux besoins actuels
3,79
H. Questions postérieures à l'adoption | 23. Rupture et échec de l'adoption
3,79
H. Questions postérieures à l'adoption | 22. Accès aux informations sur l'origine de l'enfant
3,67
H. Questions postérieures à l'adoption | 20. Mise en œuvre des services post-adoption
3,57
A. Paysage actuel de l'adoption internationale | 03. Défis et pratiques prometteuses
3,52
H. Questions postérieures à l'adoption | 21. Collecte et conservation des informations sur l'origine de l'enfant
3,52
A. Paysage actuel de l'adoption internationale | 02. Évolutions récentes
3,47
E. Coopération | 09. Améliorer la connaissance de la Convention
3,47
I. Adoption intrafamiliale | 27. Adapter les procédures liées à l'adoption intrafamiliale
3,40
I. Adoption intrafamiliale | 25. Adoption par des membres de la famille et par un beau-parent
3,37
D. Enfants ayant aujourd'hui besoin d'une adoption internationale | 07. Profil des enfants ayant besoin d'être adoptés
3,33
F. Situations spécifiques d'adoptions internationales | 16. Inversion du flux des dossiers
3,33
B.04 Principe de subsidiarité
3,29
F. Situations spécifiques d'adoptions internationales | 12. Aucun mécanisme de coopération préétabli
3,29
I. Adoption intrafamiliale | 26. Contourner la législation en matière d'immigration
3,17
F. Situations spécifiques d'adoptions internationales | 10. Adoptions finalisées dans l'EA et non dans l'EO
3,14
F. Situations spécifiques d'adoptions internationales | 14. Adoption par des personnes résidant temporairement dans un EO ou dans un EA
3,14
G. Aspects financiers de l'adoption internationale| 17. Outils élaborés par le GT sur les aspects financiers
3,12
C. Adoptabilité | 06 Parents d'origine perdus, mais qui s'opposent
3,1
H. Questions postérieures à l'adoption | 24. Ateliers virtuels dirigés par les États
3,10
F. Situations spécifiques d'adoptions internationales | 11. Adoptions réalisées uniquement par l'intermédiaire des Autorités centrales
3,07
F. Situations spécifiques d'adoptions internationales | 15. Enfants déjà pris en charge par des FPA
3,05
C. Adoptabilité | 05 Art. 16(1)(b)
2,90
G. Aspects financiers de l'adoption internationale| 18. Dépenses engagées pour la prise en charge de l'enfant
2,68
G. Aspects financiers de l'adoption internationale| 19. Coopération bilatérale entre États
2,5
F. Situations particulières de l'adoption internationale| 13. Adoptions par de « nouveaux » États d'accueil
2,38
A. Paysage actuel de l'adoption internationale | 01. Contexte historique et évolution
1,98
0
1
2
3
4
5


Thèmes généraux - Moyenne
H. Questions postérieures à l'adoption
3,97
F. Situations spécifiques d'adoptions internationales
3,82
D. Enfants ayant besoin d'une adoption internationale
3,65
E Coopération
3,64
A. Paysage actuel de l'adoption internationale
3,61
I. Adoption intrafamiliale
3,38
C. Adoptabilité
3,32
B. Principe de subsidiarité
3,21
G. Aspects financiers de l'adoption internationale
3,03
0
1
2
3
4
5

B. Format de la prochaine réunion de la CS

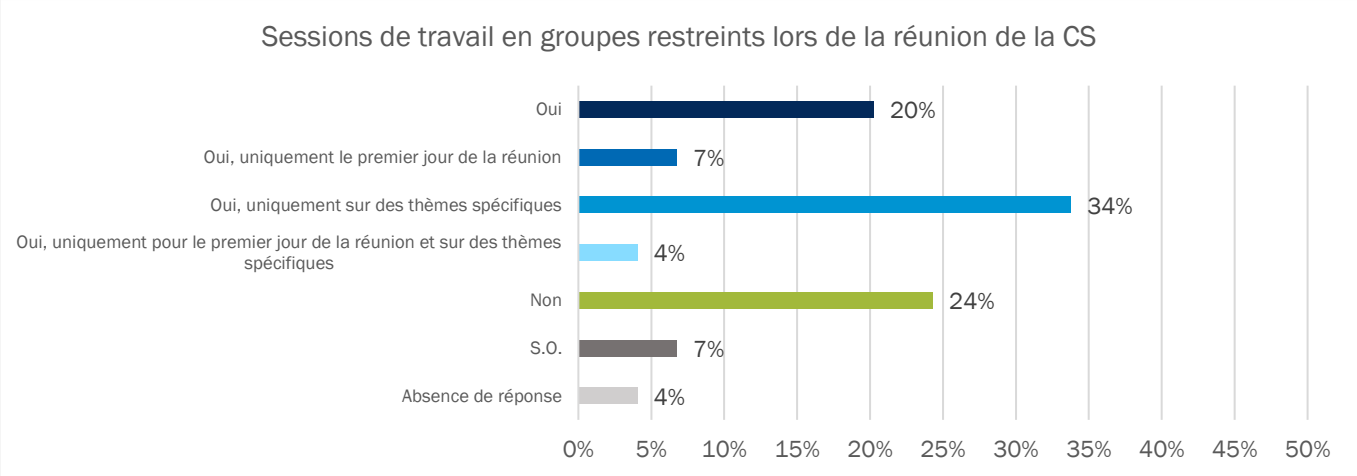
1. Discussions en tables rondes



12 Environ 87 % des réponses indiquent un soutien à l'organisation de tables rondes, avec la précision que celles-ci devraient porter uniquement sur des thèmes spécifiques et se limiter à la première journée de la réunion.

13 Sur la base des réponses concernant les thèmes à aborder lors de la prochaine réunion de la CS, ainsi que des commentaires reçus, les tables rondes pourraient notamment permettre de discuter des expériences personnelles et du paysage actuel de l'adoption internationale.

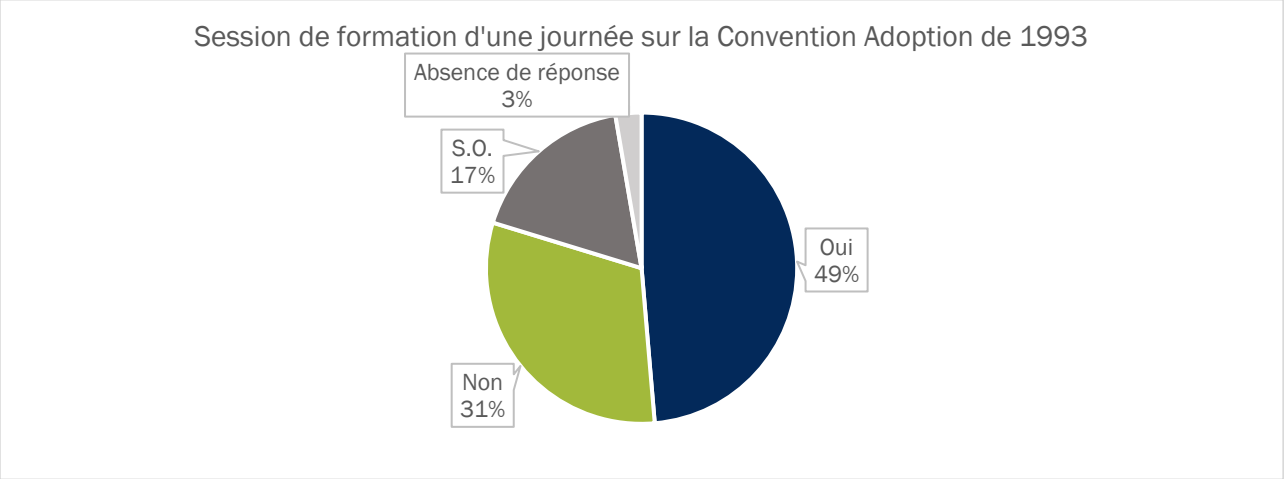
2. Sessions de travail en groupes restreints



14 Environ 65 % des réponses indiquent un soutien à l'organisation de sessions en groupes restreints. À l'instar des tables rondes, ces sessions devraient porter sur des thèmes spécifiques et se tenir durant certaines parties de la réunion.

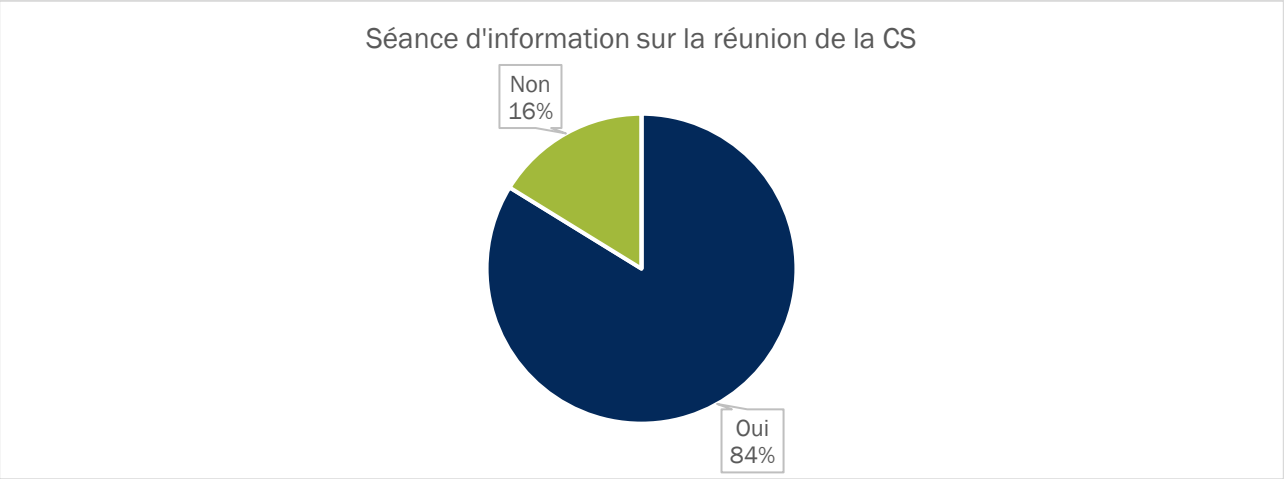
15 Les réponses suggèrent que ces sessions pourraient aborder des situations particulières d'adoptions internationales. Bien qu'un grand nombre d'États aient manifesté leur intérêt pour l'examen de situations spécifiques d'adoptions internationales, leurs priorités varient quant aux situations exactes à aborder. Les sessions en groupes restreints permettraient ainsi de concentrer les discussions sur les questions les plus pertinentes pour les États concernés.

3. Session de formation d'une journée sur la Convention Adoption de 1993



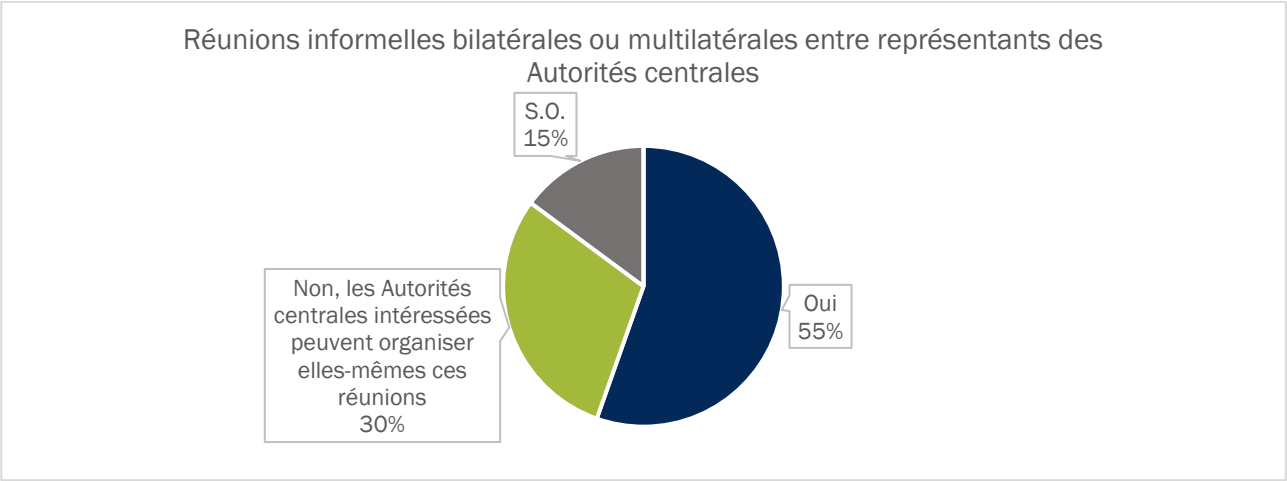
16 Plusieurs États ont souligné l'intérêt d'organiser une session de formation d'une journée à l'intention des nouvelles Parties contractantes. Une formation de ce type avait déjà été proposée en personne en 2015, avant la Quatrième réunion de la CS, afin de permettre au personnel des nouvelles Parties contractantes et de certains États d'origine de mieux tirer parti de leur participation à la réunion. De même, en 2022, avant la Cinquième réunion de la CS, une formation similaire avait été organisée ; toutefois, elle n'a duré qu'une demi-journée et, en raison de la pandémie de Covid-19, s'est tenue entièrement en ligne.

4. Séance d'information sur la réunion de la CS



17 Une nette majorité des réponses manifeste un soutien à l'organisation d'une séance d'information sur la réunion de la CS, en particulier pour les participants n'ayant jamais assisté à une réunion précédente. Une session de ce type avait été organisée en ligne en 2022, avant la Cinquième réunion de la CS.

5. Réunions informelles bilatérales ou multilatérales entre représentants des Autorités centrales participant à la réunion de la CS



18 Au cours de la réunion de la CS, un intérêt marqué a été exprimé pour la tenue de réunions informelles bilatérales ou multilatérales entre représentants des Autorités centrales. De nombreux États (55 %) ont indiqué que le BP devrait faciliter l'organisation de ces réunions dans ses locaux, tandis que d'autres (30 %) ont estimé que les Autorités centrales pourraient organiser elles-mêmes ces réunions.

III. Thèmes et format proposés pour la prochaine réunion de la CS

A. Thèmes proposés

19 Compte tenu du programme compact de la réunion de la CS (trois jours et demi), seul un nombre limité de thèmes pourra être abordé. Une demi-journée devra être consacrée à la discussion et à l'approbation des Conclusions et Recommandations (C&R) de la réunion, laissant trois jours pour les discussions (quatre séances par jour, soit un total de 12 sessions).

20 Sur la base des réponses reçues, les thèmes suivants pourraient être examinés lors de la prochaine réunion de la CS :

- **Questions postérieures à l'adoption** (H.), incluant tous les thèmes spécifiques suivants :
  - ⇒ Pratiques concernant la mise en œuvre des services post-adoption (art. 9(c)), avec un accent particulier sur le soutien à l'intégration de l'enfant dans la famille adoptive (H.20) ;
  - ⇒ Pratiques concernant la collecte et la conservation d'informations sur l'origine de l'enfant (art. 9(a)), y compris l'utilisation de bases de données ADN (H.21) ;
  - ⇒ Pratiques relatives à l'accès aux informations sur l'origine de l'enfant (art. 30) (par ex., l'utilisation de la technologie de l'ADN, la recherche de demandes d'origines liées à des adoptions illégales et / ou à des adoptions avec des pratiques illicites) (H.22) ;
  - ⇒ Perturbation et échec des adoptions (H.23) ;
  - ⇒ Ateliers virtuels sur les questions postérieures à l'adoption organisés par les États (H.24).
- **Paysage actuel de l'adoption internationale** (A.), incluant les thèmes spécifiques suivants :
  - ⇒ Changements dans le paysage actuel de l'adoption internationale (par ex., le nombre d'adoptions internationales, les enquêtes sur les pratiques en matière d'adoption internationale, l'impact de la suspension des adoptions internationales) (A.2) ;
  - ⇒ Défis et pratiques prometteuses dans le cadre du fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993 (A.3).

- **Enfants ayant aujourd'hui besoin d'une adoption internationale** (D.), incluant les thèmes spécifiques suivants :
  - ⇒ Profil des enfants ayant besoin d'être adoptés, catégorisation et réglementation des besoins spéciaux (D.7) ;
  - ⇒ Stratégies visant à garantir que l'adoption internationale réponde aux besoins actuels des enfants en tant que mesure de protection des enfants (D.8).
- **Situations spécifiques de l'adoption internationale** (F.), qui pourraient inclure les thèmes spécifiques suivants :
  - ⇒ Inversion du flux des dossiers (F.16) ;
  - ⇒ Adoptions entre États qui ne disposent pas de mécanisme de coopération préétabli (F.12) ;
  - ⇒ Adoption par des personnes qui vivent temporairement dans un État d'origine ou un État d'accueil (F.14) ;
  - ⇒ Adoption d'enfants déjà pris en charge (placement informel par des futurs parents adoptifs (F.15) ;
  - ⇒ Adoptions par de « nouveaux » États d'accueil (F.13) : il convient de noter que, bien que ce thème n'ait pas obtenu une note élevée, plusieurs États l'ont proposé dans la section « autres thèmes ».
- **Coopération entre États** (E.), notamment pour améliorer la compréhension de la Convention (E.9).
- **Expériences vécues** : ce thème a été proposé par plusieurs États dans leurs commentaires.

21 Le thème général des adoptions intrafamiliales a obtenu une note relativement faible, bien que certains thèmes spécifiques associés aient obtenu une note plus élevée. Toutefois, plusieurs États ont indiqué que ce thème avait déjà été traité lors de la précédente réunion de la CS en 2022 et qu'il n'était donc pas pertinent de l'aborder de nouveau. Ces thèmes pourraient néanmoins être évoqués dans le cadre des discussions sur le paysage actuel de l'adoption internationale.

B. Format proposé

22 Il est proposé que la réunion se tienne **en personne**, avec la possibilité d'y participer à distance.

23 Une **séance d'information préparatoire** en ligne pourrait être organisée environ un mois avant la réunion. Par ailleurs, selon la disponibilité des locaux, une **session de formation d'une journée en personne** pourrait être prévue la veille de la réunion, à l'intention des nouvelles Parties contractantes et des nouveaux membres du personnel des Autorités centrales, dans les locaux du BP (avec donc un nombre limité de participants). Cette formation pourrait également être dispensée en ligne un mois avant la réunion.

24 Lors de la première journée de la réunion, une table ronde sur les expériences personnelles pourrait être organisée. Une **session de travail en groupes restreints** et une discussion plénière, axées sur des situations spécifiques d'adoption internationale, pourraient également se tenir au cours de la réunion.

25 Les États pourraient, par ailleurs, organiser des réunions informelles bilatérales ou multilatérales entre représentants des Autorités centrales participant à la réunion de la CS dans les locaux du BP. Il convient toutefois de noter que le BP n'interviendra pas dans l'organisation de ces réunions. Celles-ci pourraient se tenir le dimanche précédant la réunion, ainsi que le vendredi après-midi ou le samedi matin suivant la réunion.

IV. Prochaines étapes

26 Sur la base des thèmes proposés pour discussion lors de la réunion, le BP diffusera un *Questionnaire sur le fonctionnement pratique de la Convention Adoption de 1993*, en tenant compte des informations déjà recueillies dans les Profils d'État et autres documents pertinents.

27 Les Parties contractantes sont invitées à mettre à jour les **Profils d'État**, les **statistiques**, le **tableau sur les coûts** ainsi que les **coordonnées** de leurs Autorités centrales, autorités compétentes et organismes agréés, selon le cas. Il est rappelé aux Parties contractantes l'importance de maintenir à jour les adresses électroniques des Autorités centrales, afin de recevoir toutes les informations relatives aux préparatifs de la Sixième réunion de la CS.

V. Propositions soumises au CAGP

28 Sur la base de ce qui précède, le BP invite le CAGP à considérer les C&D suivantes :

Le CAGP a accueilli favorablement le rapport du BP sur les thèmes et le format de la prochaine réunion de la CS consacrée à la Convention Adoption de 1993, à la suite de la diffusion d'un questionnaire, et a pris note des autres préparatifs en cours pour la réunion de la CS, conformément aux réponses reçues au questionnaire.

Annexes

Annexe I

Overview of responses

The numbering and lettering below correspond to those used in the Questionnaire on possible topics for discussion at the Sixth Meeting of the Special Commission on the practical operation of the 1993 Adoption Convention (Prel. Doc. No 2 of May 2025 for the SC).[8]

Specific topics

States	A.01	A.02	A.03	B.04	C.05	C.06	D.07	D.08	E.09	F.10	F.11	F.12	F.13	F.14
Albania	4	5	5	5	3	4	4	4	5	4	4	5	5	5
Andorra	3	5	5	5	5	5	5	5	4	4	4	5	4	2
Armenia	3	3	3	3	4	3	4	4	4	3	3	3	3	5
Australia	2	3	2	4	3	4	3	4	3	2	4	1	1	4
Austria	1	4	3	2	2	1	1	1	5	3	2	4	4	3
Azerbaijan	3	3	3	3	4	4	2	2	2	2	2	3	3	3
Belgium	1	5	4	5	1	3	5	3	5	1	1	1	1	3
Belize	4	5	5	5	4	5	5	5	3	4	5	3	4	4
Benin		3		3	2		4		4		5			
Brazil	1	3	4	3	2	2	3	4	4	2	4	3	3	5
Burkina Faso	2	4	4	1	3	3	4	5	5	1	3	5	1	5
Burundi	3	5	5	5	1	5	1	3	5	1	5	5	5	
Cabo Verde	2	4	4	4	3	5	4	4	3	2	3	3	3	4
Canada	5	5	5	4	3	2	4	5	5	4	2	3	2	5
Chile	3	3	4	3	4	4	4	4	4	4	3	2	5	2
China (Hong Kong SAR)	2	2	2	2	2	2	2	2	3	2	2	2	3	2
China (Macao SAR)	2	3	4	2	2	2	2	4	5	4	2	4	2	4
Colombia	1	1	1	4	1	3	5	5	1	1	1	5	1	3
Congo	4	4	4	5	5	4	4	4	5	4	3	3	4	2
Costa Rica	2	3	5	2	3	2	5	5	5	2	5	2	2	5
Côte D'Ivoire	3	4	5	5	3	5	5	5	5	1	1	1	3	5
Cyprus	3	5	5	4	5	5	5	5	5	4	5	5	4	4
Cuba	1	3	4	3	2	2	3	3	5	2	3	2	2	2
Czech Republic	1	2	2	2	2	2	4	4	4	4	4	4	4	4
Denmark	2	2	4	4	4	3	5	5	2	2	4	4	2	2
Dominican Republic	3	5	5	5	4	4	4	3	5	5	3	3	3	4
Ecuador	2	5	5	5	4	4	4	4	3	3	5	4	3	4
Finland	4	5	5	5	1	1	1	2	2	5	5	5	2	5

[8] See, *supra* note 3.

Germany	2	2	2	5	5	5	5	5	4	1	1	1	1	2
Ghana	2	4	3	5	3	4	5	5	5	4	3	4	5	5
Guatemala	2	4	3	5	4	5	5	5	5	5	5	5	4	5
Guinea	3	5	3	3	5	2	2	3	5	2	3	3	2	3
Guyana	1	1	3	2	1	3	5	4	5	3	5	5	5	5
Honduras	2	5	4	4	3	5	4	4	4	5	5	5	5	2
Hungary	1	3	4	3	3	4	5	5	3	1	2	1	3	5
India	1	2	2	2	2	5	4	3	5	3	1	1	1	5
Ireland	1	5	3	5	3	3	4	5	4	4	5	5	4	3
Italy	3	5	5	4	3	3	5	3	5	5	3	4	3	3
Lithuania	2	5	3	2	3	4	5	4	1	2	5	3	2	2
Malta	1	4	4	3	2	2	2	4	4	3	4	5	2	2
Mauritius	2	4	4	4	5	5	4	5	5	5	5	5	5	5
Mexico	3	3	4	5	4	4	5	4	5	4	5	4	4	5
Netherlands	1	4	4	4	3	3	3	3	3	3	4	3	3	4
New Zealand	2	4	5	5	5	2	4	4	4	2	2	2	2	3
Norway	1	4	5	4	3	3	2	3	4	3	5	4	1	3
Philippines	1	5	5	2	3	4	5	5	5	5	4	4	4	4
Portugal	2	5	2	2	1	1	3	5	3	2	1	5	1	2
Republic of Moldova	3	4	4	5	4	4	4	5	4	3	4	3	2	3
Romania	2	2	2	1	1	1	3	3	3	1	3	1	3	3
San Marino	2	2	3	3	3	4	5	5	3	4	5	5	2	2
Serbia	5	5	5	5	5	5	5	5	5	4	4			4
Slovakia	1	3	4		2	1	5	5	1	5	1	5	1	2
Slovenia	2	2	2	2	2	2	4	2	2	2	3	4	2	4
Sri Lanka	2	2	4	5	2	2		4	5	2	2	3	2	3
Switzerland		5	3	5	3	5	5	3	3	4	5	4		3
Togo		5							5					
United States of America	2	4	4	2	2	2	2	3	3	5	2	2	3	2
Uruguay	2	2	5	2	4	5	2	3	5	2	2	4	2	4
UNICEF	1	2	2	2	2	2	2	4	1	3	5	4	3	3
CHIP	1	4	3	4	5	3	3	3	5	2	2	2	2	2
ISS	2	4	4	2	2	2	2	5	2	2	3	2	2	4

States	F.15	F.16	G.17	G.18	G.19	H.20	H.21	H.22	H.23	H.24	I.25	I.26	I.27
Albania	4	5	4	4	4	5	4	4	5	5	4	4	5
Andorra	4	4	3	3	3	5	5	5	5	5	2	2	3
Armenia	4	3	5	3	4	4	3	3	4	3	3	4	3
Australia	2	3	2	3	4	3	3	4	3	2	2	4	2
Austria	3	3	5	5	4	2	3	4	3	5	4	3	4
Azerbaijan	5	3	1	2	2	5	5	5	3	3	4	4	3
Belgium	1	5	1	4	1	2	5	5	1	1	3	3	4
Belize	4	5	4	4	4	5	5	5	5	2	5	3	5
Benin			2			3	2	3	3	4	3	3	4
Brazil	4	4	3	3	3	5	4	4	3	4	3	4	3
Burkina Faso	3	2	5	1	2	2	4	4	4	3	1	4	1
Burundi	4	5	2	3	5	4	2	3	5	5	5	1	3
Cabo Verde	5	5	3	1	3	3	3	3	5	2	4	4	5
Canada	3	4	5			2	2	3	4		4	5	4
Chile	5	4	2	2	2	4	5	5	3	5	3	3	3
China (Hong Kong SAR)	2	2	2	2	2	2	3	3	2	2	2	2	2
China (Macao SAR)	2	2	2	2	2	3	2	3	2	2	3	5	3
Colombia	4	5	5	5	5	2	5	1	5	1	5	5	5
Congo	3	4	5	5	4	5	5	5			4	4	4
Costa Rica	2	5	2	2	2	2	5	3	4	3	5	2	5
Côte D'Ivoire	5	5	3	3	5	5	3	4	5	4	4	5	5
Cyprus	5	5	4	3	3	5	5	5	5	5	5	5	5
Cuba	3	2	2	2	3	4	3	3	4	5	4	3	5
Czech Republic	4	4	3	2	2	4	5	5	4	2	4	4	4
Denmark	2	2	3	3	2	5	5	5	3	3	2	2	2
Dominican Republic	5	3	3	3	3	5	4	3	3	3	3	3	3
Ecuador	5	4	3	3	3	5	4	4	5	5	3	5	4
Finland	5	2	4	3	3	2	5	5	4	3	5	5	5
Germany	1	1	2	1	1	5	5	5	5	4	2	2	2
Ghana	4	5	4	4	3	5	4	3	5	5	5	4	4
Guatemala	5	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Guinea	3	3					5	3		3			5
Guyana	5	5	4	5	5	5	1	1	5	5	1	5	5
Honduras	5	1	3	4	2	5	4	5	5	3	5	5	5
Hungary	1	5	2	2	2	4	2	2	4	2	2	2	2

India	3	3	1	1	1	5	3	1	5	5	5	1	5
Ireland	3	3	2	1	1	4	5	5	5	4	5	5	5
Italy	3	4	5	5	3	5	4	5	5	4	3	3	3
Lithuania	4	5	1	1	2	3	4	4	3	2	4	1	1
Malta	3	2	4			4	4	4	4	2	2	3	3
Mauritius	5	5	5	5	5	3	3	5	5	4	5	5	5
Mexico	4	4	3	3	4	4	4	4	4	4	5	5	5
Netherlands	3	4	4	4	3	4	4	4	4	4	3	3	3
New Zealand	4	3	2	2	3	2	4	4	2	3	5	5	5
Norway	2	2	4	1	3	2	3	4	3	2	2	2	2
Philippines	5	4	5	5	5	3	3	3	4	4	3	3	3
Portugal	1	4	1	1	1	2	2	2	5	3	2	1	2
Republic of Moldova	5	2	2	3	1	5	3	3	3	3	2	2	2
Romania	1	3	1	1	1	2	1	2	4	2	2	1	2
San Marino	5	4	2	2	2	4	4	4	3	3	1	1	1
Serbia		5	5	4	4	5	4	5	5	5			5
Slovakia	3	4	3	3	3	5	5	5	5	3	4	4	4
Slovenia	2	2	2	2	2	4	4	4	2	2	2	2	2
Sri Lanka	5	2	4	2	3	4	2	5	4	2	2	2	5
Switzerland	4	5	5	5	5	4	5	5	4	5	5	5	5
Togo			5			5		5				5	
United States of America	2	2	3	4		2	2	2	5	2	1	2	3
Uruguay	4	3	2	2	2	3	3	3	5	2	2	2	2
UNICEF	2	4	3	4	2	3	4	5	5	1	2	2	2
CHIP	2	2	4	2	2	5	5	5	4	4	5	3	3
ISS	2	5	5	2	2	3	5	5	3	4	4	4	4

Overall topics

States	A.	B.	C.	D.	E.	F.	G.	H.	I.
Albania	4	4	4	5	5	4	4	5	5
Andorra	5	5	5	5	5	5	3	5	3
Armenia	3	3	4	4	4	3	4	4	3
Australia	2	4	3	3	2	3	2	4	3
Austria	2	2	3	1	4	3	5	3	2
Azerbaijan	3	3	4	2	2	3	2	5	4
Belgium	2	4	2	5	4	5	4	5	5
Belize	5	4	5	4	3	3	3	5	5
Benin	2	3	2	4	4	4	3	3	
Brazil	5			5	5			5	5
Burkina Faso	5	1	2	3	4	3	1	4	4
Burundi		4		5	5				
Cabo Verde	3	5	5		2	3	3	3	5
Canada	5	4	3	4	5	2	5	4	5
Chile	4	3	3	4	4		3	4	2
China (Hong Kong SAR)	2	2	2	2	3	3	2	3	2
China (Macao SAR)	3	2	2	2	5	4	2	3	4
Colombia	1	3	4	4	1	5	4	2	5
Congo	4	4	4	3	4	4		4	
Costa Rica	5	3	3	3	5	3	2	5	5
Côte D'Ivoire	4	4	4	4	4	5	3	5	4
Cyprus	5	4	4	5	5	5	4	5	4
Cuba	5			4	5	3	1	4	5
Czech Republic	2	2	2	4	4	5	2	4	1
Denmark	2	5	4	5	3	2	3	5	2
Dominican Republic	4	4	3	3	5	5		5	3
Ecuador	4	4	5	5	4	5	4	5	5
Finland	5	5	2	1	2	5	2	5	5
Germany	2	5	5	5	4	1	2	5	2
Ghana	3	5	4	4	4	3	3	5	4
Guatemala		5		5		5		5	5
Guinea	5		5		5			5	5
Guyana					5	5		5	5
Honduras	5	4	4	4	4	5	3	5	5

Hungary	2	2	2	4	2	5	2	2	2
India	2	1	5	3	5	5	1	5	2
Ireland	4	5	4		4	5	1	3	5
Italy	5	4	3	4	5	4	5	5	3
Lithuania	3	2	4	5	4	2	1	3	1
Malta	2	2	3	2	3	3	4	4	2
Mauritius	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Mexico	4	5	5	4	5	5	3	4	5
Netherlands	3	4	4	4	3	3	4	4	3
New Zealand	5	5	5	5	5	2	3	2	3
Norway	4	4	3	2	4	4	4	3	1
Philippines			5	5	5	5	5		
Portugal	5	2	1	5	3	5	1	5	2
Republic of Moldova	5	5					5		5
Romania	2	1	1	2	3	3	1	3	2
San Marino	5	4	5	5	4	3	2	5	1
Serbia	5			5		5	5	5	
Slovakia	3	2	3	5	4	5	4	5	3
Slovenia	2	2	2	3	2	4	2	4	2
Sri Lanka	2	4	2	4	5	4	2	4	5
Switzerland	5	5	4	4	2	5	3	5	5
Togo	5				5		5	5	5
United States of America	4	2	2	3	3	3	3	3	2
Uruguay	5	2	5	4	3	3	2	4	2
UNICEF	2	2	2	3	1	4	4	5	2
CHIP	2	4	2	2	5	2	2	5	4
ISS	5	2	2	5	4	4	5	5	4

Annexe II

Summary of the comments to the responses[9]

A. Current landscape of intercountry adoption

1 States' responses revealed a strong interest in discussing the *changes in the current landscape of intercountry adoption* (topic A.2 – score 3.47/5) and the *challenges and promising practices in the practical operation of the 1993 Adoption Convention today* (topic A.3 – score 3.54/5):

- On the current landscape, States showed an interest in discussing recent investigations into historical intercountry adoption practices, including processes, outcomes, responses to illicit practices, support to victims, stakeholders involved, community messaging, and implications for the future of intercountry adoption (*e.g.*, Australia, Finland, New Zealand, CHIP).
- Many States also emphasised understanding the impact of suspensions and programme closures, including how they are managed and their implications for the future of intercountry adoption, particularly amid declining engagement by some States (*e.g.*, Australia, Burundi, Finland, Honduras).
- Several States stressed the need for clearer data, such as numbers of intercountry adoptions, reasons for variations in the number of adoptions, as well as the main current States of origin and receiving States (Austria, Guatemala, Honduras).
- On current challenges and promising practices, one State highlighted the importance of promoting adoption of children with special needs, while noting that domestic adoptions of children with special needs are already increasing (Costa Rica). States also noted the convergence of challenges experienced between both domestic and intercountry adoptions. Many States also stressed the relevance of identifying the current challenges, sharing effective models to strengthen (horizontal) cooperation, prevent illicit practices, and replicate promising practices (Cuba, Honduras, Mauritius, New Zealand, Sri Lanka).

2 However, the responses indicated that States showed little interest in discussing the *historical background and evolution on the practical operation of the 1993 Adoption* (topic A.1 – score 1.98/5). One State saw this topic as valuable only for new States Parties (Italy), and another as being less relevant compared with forward-looking discussions (Honduras).

B. Principle of subsidiarity

3 States showed some interest in discussing *recent and new strategies and procedures to implement the principle of subsidiarity as well as ensuring timely decisions in its implementation* (topic B.4 – score 3.39/5), although one State reported not having encountered challenges in this area (Costa Rica):

- One State expressed interest in improving how the principle of subsidiarity is implemented and documented in the different States, noting frequent gaps in child reports, which often lack sufficient information to demonstrate that domestic alternatives were given due consideration, leading to requests from receiving States for additional details (Australia).
- Somes States highlighted challenges around the implementation of the principle of subsidiarity in intrafamily adoptions (Australia, Switzerland), especially where such adoptions

[9] See *supra* note 3.
Regarding Observers: While Section II.A of this document only includes the responses from States and not those from Observers (see para. 8 of the document), Annex II summarises the comments of both States and Observers. Please note that to facilitate the reading of the summaries, references is made to States in general when summarising the comment received, including the name of the concerned State(s) in parenthesis, and if applicable, the name of the Observer as well.
Regarding States that requested that their responses not be posted on the HCCH website: While Annex II include data from all responding States, the name of States that requested that their responses not be posted on the HCCH website does not appear. Instead, reference is made to "one State" or the abbreviation "*e.g.*" is added.

are arranged privately (Australia), as well as for older children who are rarely adopted domestically (Burundi).

- One State emphasised that the implementation of the principle of subsidiarity should not be presumed but be clearly verified (Belgium). Many States called for clearer mechanisms, factors, strategies, procedures, and safeguards to implement the principle of subsidiarity (Belgium, Guatemala, Honduras, New Zealand), including providing support to birth families (ICAV), ensuring that it is applied in the best interests of the child (*e.g.*, Cote D'Ivoire, Guatemala), while taking into account differing cultural practices and beliefs (New Zealand) and finding a balance with the need to ensure timely decision-making (Honduras).

C. Adoptability

4 States' responses showed less interest in discussing *due consideration of the child's upbringing and ethnic, religious and cultural background (Art. 16(1)(b))* (topic C.5 – score 2.9/5) and the *adoptability of children whose birth parents have lost their parental responsibility but who nonetheless object to the adoption* (topic C.6 – score 3.1/5).

5 Nevertheless, even where it was rated as being of less interest, and that one State did not see a need to discuss this topic as they considered that solutions already exist (Sri Lanka), several States viewed, in their comments, the latter topic (C.6) of adoptability where the birth parent(s) object(s) as relevant (Australia, Burundi, Colombia, Guatemala, Honduras):

- One State noted the complexity of these situations (Honduras). In some States, it was considered that these parents do not properly fulfil their parental role (Burundi) and that these children are therefore considered neglected (Sri Lanka), while others took the view that the decision for adoption should remain a personal and individual right of the birth parents (Austria).
- States noted that the birth parents' objections can cause undue delays and lead to institutionalisation (Honduras), as well as instability for the child and legal disputes (Guatemala).
- It was stressed that notwithstanding the situation (*i.e.*, with or without the consent), documents were key, both for the recognition of the adoption and for any possible future search for origins (Germany) as well as being a key aspect of children's rights to identity (CHIP).
- States that had an interest in discussing these topics suggested the following possible avenues, such as:
  - ⇒ reflecting on the consequences of such objections (one State),
  - ⇒ how to define a child adoptable in such cases (Colombia), balancing parental procedural rights with the child's need for a definitive and stable solution (Honduras), consideration of the best interests of the child (Guatemala), and
  - ⇒ developing common guidance on how to resolve these situations (Honduras), possibly through existing case studies (Mauritius).

6 Regarding the topic of giving due consideration of the child's upbringing and ethnic, religious and cultural background (topic C.5):

- One State noted that giving due consideration of the child's upbringing and ethnic, religious and cultural background is important for the child to build their identity (Honduras).
- Two States stressed the importance of including this information in detail in the child's report (Costa Rica), as such information is often incomplete (New Zealand), as well as considering this information as part of the matching process and addressing these aspects in the training and preparation of the prospective adoptive parents (Costa Rica).

- To that effect, two States noted the relevance of determining which information is needed to give the agreement that the adoption may proceed (Art. 17(c)) (New Zealand) and harmonising the criteria to consider these aspects effectively (Honduras).
- For two States, ensuring these elements are meaningfully considered in matching decisions, and harmonising related criteria, was viewed as essential for safeguarding identity and long-term well-being (Costa Rica, Honduras).
- In that respect, one State also highlighted the need for timely adoptability decisions, noting that delays could prevent children from being placed promptly with suitable adoptive families (Colombia).

D. Children in need of intercountry adoption today

7 States showed the greatest interest in discussing *strategies to ensure that intercountry adoption meets the current needs of children as a measure of protection* (topic D.8 – score 3.79/5) and some interest in discussing the *profile of children in need of adoption, categorisation and regulation of special needs* (topic D.7 – score 3.33/5).

8 Responses showed that States consider understanding children's profiles to be key for strategic planning and for ensuring ethical placements in the best interests of the child (Honduras) and that this topic should be discussed (Moldova, in response to J):

- States reported an evolution in children's profiles and a growing diversity of the specific needs of children (Belgium), with around 70% of children adopted intercountry having special needs in some States (Italy).
- Responses showed that States are of the opinion that it is important to understand how States identify and categorise such children (Belgium, Guatemala, New Zealand), to promote more uniform criteria, to avoid ambiguities or discriminatory practices (Honduras, ICAV), and to prevent removing children from their families because of a lack of resources (ICAV).
- States viewed that it is also important to exchange experiences on how States manage these adoptions (Philippines) so as to ensure that an intercountry adoption is in the best interests of the child (New Zealand, ICAV). This could include, for example, not assuming that receiving States and / or adoptive families have the appropriate means and the financial ability to take care of the adoptable children's needs (ICAV).
- States were also interested in discussing adoption of children with temporary special needs (India), and how best to support children with special needs (Italy).

9 Regarding strategies to ensure that intercountry adoption meets the current needs of children, the following was noted:

- Detailed reports on the child and the prospective adoptive parents, which clearly include the needs of the child (one State), help match children with appropriate prospective adoptive parents (Czech Republic).
- Adequate preparation of adoptive families is essential (Honduras).
- Concerns exist around compliance with the 1993 Adoption Convention when intrafamily adoptions are arranged privately (Australia).
- Sharing and adapting best practices (Costa Rica, Guatemala) which are comprehensive and child-centred, as well as strengthening psychosocial, educational and health supports before and after adoption (Honduras), is important.
- Consideration of the key features of child protection measures, noting that adoption is unique in requiring (potential) carers to almost always make payments to provide that protection (UNICEF).

- While some States see this topic as being highly relevant (Honduras), others believe that this issue has already been discussed (Costa Rica) and is linked with the *current landscape of intercountry adoption* (topic A) (Canada).

E. Cooperation between and within States: strategies and ways forward

10 States showed great interest in discussing how to *enhance the understanding of the Convention through exchanges between and within States and ways forward* (topic E.9 – score 3.47/5), although one State noted that this topic would be more relevant for new Contracting States, smaller States and / or States that have recently changed the authority responsible for granting adoptions (Australia):

- States noted that Central Authorities learn a lot from sharing experiences (Burundi) and that cooperation should foster a better and more consistent understanding of the Convention (Sri Lanka). Training and sharing of practices could include standardised regular online training (Austria), with receiving States supporting States of origin on how to improve cooperation (Italy).
- Cooperation is seen as important and necessary (Costa Rica, Cuba, Guatemala), central to the Convention (Canada, New Zealand), and essential for the Convention's effective application and for the protection of children (Honduras).
- Discussions should address cooperation in a broader sense (Canada), ways to enhance it (New Zealand), and how to guarantee compliance with the provisions of the Convention (including challenges such as poor communication, inadequate information in files) (UNICEF).
- It was noted that cooperation should also be addressed in the context of post-adoption (CHIP).

F. Specific situations of intercountry adoptions

11 States expressed varying levels of interest in discussing the specific situations of intercountry adoptions:

- *Adoptions not finalised in the State of origin but in the receiving State* (topic F.10 – score 3.14/5):
  - ⇒ These situations occur in practice (Italy) and are relevant for discussion (Guatemala, Honduras), although some States have shifted the finalisation of the adoption from taking place in the receiving State to taking place in the State of origin (Philippines).
  - ⇒ There was an interest to discuss measures to secure the legal status of the adopted child and the relationship between the child and the prospective adoptive parents during the socialisation period, the challenges that may arise in these situations and how States cope with those challenges (Finland).
- *Adoptions done only through Central Authorities (without the involvement of adoption accredited bodies)* (topic F.11 – score 3.07/5):
  - ⇒ This type of adoption is a current and evolving practice in some States (Burundi, Honduras) and relevant for discussion (Guatemala, Honduras), although they are not possible in all States (Italy).
  - ⇒ This model offers benefits, including reducing risks of illicit practices (Australia), ensuring high standards, and simplifying processes and costs (Honduras).
  - ⇒ Key considerations include identifying working models, good practices, whether such adoptions involve adoption fees (Finland), and defining clear criteria for when the involvement of an adoption accredited body can be dispensed with (Honduras).
- *Adoptions between States which do not have a pre-established cooperation mechanism in place* (topic F.12 – score 3.29/5):

⇒ While some States showed an interest in discussing these situations (Guatemala), especially in intrafamily adoption cases (Colombia), other States considered the topic only relevant for those States which allow these situations (Australia) and some had no interest in discussing it, given the lower numbers of children in need of intercounty adoptions and how demanding it is to establish cooperation with new States (Czech Republic).

⇒ Challenges include potential hindrance to the effective application of the 1993 Adoption Convention (Honduras).

⇒ Possible ways forward involve establishing practical guidelines to ensure compliance with the 1993 Adoption Convention (Honduras), initiating one or two pilot cases to monitor implementation (Italy), and guaranteeing legality and transparency of the adoption process, including for possible future searches for origins (Portugal).

⇒ It was suggested to discuss if cooperation in an adoption case requires mechanisms beyond those set out in the Convention (UNICEF).

- *Adoptions by "new" receiving States (States that in the past have not been acting as receiving States)* (topic F.13 – score 2.38/5):

  ⇒ These situations are relevant and currently taking place (Honduras, Colombia in response to J).

  ⇒ Challenges include adapting the practices they had before they were a receiving State, preparation, assessing the prospective adoptive parents' suitability, and establishing post-adoption monitoring (Honduras).

  ⇒ Recommendations to these "new" receiving States should focus on creating control systems, cooperating with the Central Authorities of the States of origin, and implementing mechanisms for family preparation and support (Honduras).

- *Adoption by persons who are temporarily living in a State of origin or a receiving State (e.g., expat workers, diplomats and military personnel)* (topic F.14 – score 3.14/5):

  ⇒ One State rated these situations as being relevant for discussion (Guatemala), whereas for another State with few such cases, this was not considered of interest (Honduras).

  ⇒ These situations include some risks, such as negatively affecting the continuity of the adoption process (*e.g.*, withdrawal from the process), which can in turn negatively impact on the child (Honduras), and should thus be communicated (Australia).

  ⇒ One State noted that it would be useful to share experiences on how to adequately assess the habitual residence, foreseeable permanence of the prospective adoptive parents, and their ability to assume parental responsibility with stability in a context of high mobility (Honduras), while another State noted that they would simply follow the standard adoption procedure, even in these specific situations (India).

- *Adoption of children already under the care (informal placement) of prospective adoptive parents: issues related to adoptability, eligibility and suitability of PAPs to adopt and the matching process* (topic F.15 – score 3.05/5):

  ⇒ Some States considered that these situations are relevant to discuss (Guatemala, Honduras), especially in intrafamily adoption cases (Colombia), since there are many of these situations taking place, both domestically and intercountry (Honduras).

  ⇒ One State was of the view that for some States, where most cases involve prospective adoptive parents fostering children before they are formally declared adoptable, this topic would be of interest for discussion. In these States, authorities may face undue pressure to convert such placements into adoptions by the carers, and recommendations on how to deal with these situations would thus be welcome, including the possible prohibition of such predetermined placements.

- *Reversal of the flow of the files* (topic F.16 – score 3.33/5):

⇒ Some States noted that this practice takes place in certain States, mainly for children with special needs (Australia) and / or older children (Burundi). Some States noted that this practice is relevant (Burundi), especially in intrafamily adoption cases (Colombia), and that they would like to make use of it more often (Belgium). One State mentioned that they do not allow this practice (Honduras).

⇒ While this practice is considered promising, it lacks information on its concrete implementation (ISS) and may contradict some practices of the Convention (Belgium). It is thus necessary to share more promising practices, for all children, beyond only those with special needs (ISS).

G. Financial aspects of intercountry adoption

12 States showed little interest in discussing the *tools developed by the Working Group* (topic G.17 – score 3.12/5), the *disbursements made for child maintenance* (topic G.18 – score 2.68/5) and the *bilateral cooperation between States regarding financial aspects* (topic G.19 – score 2.5/5). The latter two topics were considered unclear for some States (*e.g.*, USA) and already included within the discussion of the first topic for some other States (Canada):

- One State considered that the tools had been sufficiently discussed (Australia). Others felt that discussion could be limited to presenting and discussing the tools in practice (Finland) and to promoting their use (Honduras). One Observer cautioned that, if more work on this topic is needed, it would be best to be done by the Working Group due to the limited time at the Special Commission meeting (UNICEF).
- Disbursements for child maintenance were viewed as relevant, particularly for children with special needs (Italy). Concerns were expressed about, on the one hand, tension between financial considerations and on the other the need to protect children in need of adoption (Belgium). States highlighted the need to analyse expenses incurred for the care of the child and to establish criteria distinguishing legitimate costs from illicit practices (Honduras), as well as to share the safeguards applied (New Zealand).
- Although regarded as a low priority (Honduras), keeping the dialogue open on bilateral cooperation between States remains useful (Honduras), including the sharing of safeguards applied by States (New Zealand). The relevance of discussing financial aspects in the post-adoption context was also raised (ICAV).

H. Post-adoption matters

13 States showed the most interest in discussing the *practices regarding the implementation of post-adoption services (Art. 9(c)), in particular on supporting the child's integration into the adoptive family* (topic H.20 – score 3.57/5), the *practices regarding the collection and preservation of information on the child's origin (Art. 9(a)), including the use of DNA databases)* (topic H.21 – score 3.52/5), the *practices relating to access to information on the child's origin (Art. 30) (e.g., use of DNA technology, search for origins requests linked to illegal adoptions and / or adoptions with illicit practices)* (topic H.22 – score 3.67/5) and *disruption and breakdown of adoptions* (topic H.23 – score 3.79/5). One State also noted that they would very much value hearing from individuals with lived experiences whose placements were both successful and challenging (Philippines).

14 Discussions on practices related to post-adoption services under Article 9(c) were considered highly relevant (Honduras, Portugal):

- Regarding post-adoption support, it was noted that adequate and comprehensive support is essential to consolidate emotional bonds and address emotional needs (Honduras, Italy, ICAV). Possible conflicts of interest were raised, where post-adoption support is provided by parties which were involved in the facilitation of adoptions with illicit practices (ICAV).

- Possible discussions could include recommendations on minimum standards for follow-up and psychosocial support, strengthening the shared responsibility between both States of origin and receiving States, guided by the best interests of the child (Honduras). One suggestion made was that Central Authorities could also provide a website with all relevant information on the post-adoption support they offer (ICAV).
- Regarding post-adoption reports specifically, some States noted how crucial it was to have timely post-adoption reporting (one State) and the cooperation of adoptive parents in the preparation of such reports (Italy).

15 Discussions on the collection and preservation of information on the child's origin under Article 9(a) were seen as very relevant given their fundamental importance for the child's identity and future searches for origins (Honduras):

- Regarding DNA databases, it was highlighted that experience in this area was limited due to technical and budgetary constraints (Honduras) and that it was therefore relevant for States using them to share their experience (New Zealand). Discussions could include developing recommendations on their use, including their applicability, limitations, sustainability and rules on privacy (Honduras).
- Ensuring the preservation of records, and that there are active deterrents for entities which destroy adoptee records and files, was considered important (ICAV).

16 Access to information on the child's origins under Article 30 was seen as very relevant, since it is an essential component of the child's right to identity (Honduras), and relevant in cases of illicit practices (ICAV, ISS):

- Some States noted that discussions could include the sharing of experiences on the use of DNA technology, such as cooperation with the police for DNA-based searches for origins for adoptees above 18 years of age (Brazil).
- Other States noted that access to information can be challenging (Australia), especially when the adoption is not adequately documented (Honduras), but also in terms of which States are responsible to provide such access (Germany).
- Some States suggested that ways forward could include providing guidance on searches for origins in cases of illicit practices (Belgium), the drafting of a possible Toolkit or Guide to Good Practice (Denmark, CHIP), and recommendations on standards for access to origins, including data protection (Honduras).

17 A State suggested that discussions under Articles 9(a) and 30 could be addressed under a separate heading as Article 9(a) is not per se a post-adoption matter (Canada).

18 For some States the disruption and breakdown of adoptions is relevant for discussion (Burundi, Honduras), especially considering the limited studies available on this issue (Italy):

- Several States raised the relevance of this topic also in the context of Article 21 of the 1993 Adoption Convention (where breakdowns can occur during the socialisation period in the receiving State) (Canada, Honduras), especially for children who do not want to return to the State of origin (Philippines, in response to J).
- Ways forward suggested included:
  - ⇒ ensuring collection of data (ICAV), as well as conducting and / or sharing qualitative and quantitative studies (Italy);
  - ⇒ strengthening post-adoption follow-ups and the assessment of the suitability and preparation of the prospective adoptive parents (Honduras);
  - ⇒ providing for clear guidance in case of breakdown and determining the responsibility of the States involved (Honduras);
  - ⇒ identifying risk factors and defining early warning indicators (Honduras);

⇒ sharing experiences as to how States address cases of disruption and breakdown of adoptions (Honduras);

⇒ discussing reasons for, or the consequences of, the breakdown of adoptions (*e.g.*, suicide, sexual abuse, deportation) (ICAV); as well as

⇒ discussing the provision of support resources for adoptees (ICAV).

- A query was also raised as to which States provide for the revocation of intercountry adoptions (one State).

19 Regarding the *Virtual State-led workshops on post-adoption* (topic H.24 – score 3.10/5), it was proposed that the Steering Committee[10] report on its activities during the meeting of the SC (Canada). States also highlighted that these workshops are useful tools (Italy), especially if they are practical and accessible to a wide range of professionals (Honduras). It was noted that States should be encouraged to facilitate future workshops (Australia) which should be complemented with written materials (Denmark, Honduras) accessible in different languages. Furthermore, the written materials and the recordings of the workshops should be downloadable afterwards (Honduras).

I. Intrafamily adoption

20 States showed some interest in discussing *adoptions by relatives and step-parent adoptions* (topic I.25 – score 3.37/5), the *use of intrafamily adoption to circumvent immigration laws* (topic I.26 – score 3.17/5) and the *practices to adapt standard procedures to intrafamily adoption* (topic I.27 – score 3.40/5). However, some States noted that these topics had already been discussed at the last meeting of the SC (*e.g.*, USA).

21 Discussions on adoptions by relatives and step-parents were considered relevant (Costa Rica, Honduras):

- The responses showed that these practices are increasing in some States (India), with several intrafamily adoptions annually (New Zealand), but with fewer step-parent adoption cases (New Zealand).
- Challenges include situations where the consent of one of the birth parents is not required (Australia), cultural practices of "gifting" children (Australia), and the application of the 1993 Adoption Convention to these adoptions (Honduras). Some States noted that they do not consider step-parent adoptions as intrafamily adoptions (one State).
- Suggested ways forward included clarifying how the provisions of the 1993 Adoption Convention should be applied in these cases (Honduras), which criteria States apply to approve or decline a relative adoption (New Zealand) and the sharing of experiences (Honduras).

22 The use of intrafamily adoption to circumvent immigration laws is an actual and relevant concern (Australia, Costa Rica, Honduras), although no evidence has yet been identified in some States (Honduras):

- Challenges include dual nationals completing domestic intrafamily adoptions abroad outside the 1993 Adoption Convention framework (Australia), as well as compromising the legality, ethics and protective purpose of intercountry adoptions (Honduras).

[10] The steering Committee is composed of representatives of States of origin and receiving States and was set up to facilitate the organisation of these workshops. See also Prel. Doc. No 7C of February 2026 - 1993 Adoption Convention: Report on the Post-Adoption State-led Workshops.

- Suggested recommendations were to focus on enabling States to identify risks, strengthening Central Authority controls, and verifying the true purpose of the adoption (Honduras).

23 Adapting standard procedures to intrafamily adoption was also viewed as relevant (Costa Rica, Guatemala, Honduras), including the avoidance of unnecessary requirements (Honduras):

- One State cautioned against any adaptation which would undermine the safeguards of the 1993 Adoption Convention (Honduras).
- Possible suggested ways forward included drafting a note to clarify these procedures (Colombia) and exchanging good practices to ensure adequate support (Honduras).
- Queries were raised about the methods used by States to verify the parentage link between the adopted child and the birth parents (Belgium).

J. Other topics

24 States listed other topics that they would like to discuss but one specific recurring topic was illicit practices (Australia, Moldova, Norway, ICAV), including:

- Adoptions not channelled through the Central Authority of the receiving State (Honduras), including private and independent adoptions and other ways to get children into receiving States via immigration routes (ICAV);
- Management of cases, support offered to adoptees and cooperation between receiving States and States of origin in cases of confirmed or suspected illicit practices (Australia);
- Mechanisms for reviewing, annulling or challenging completed intercountry adoptions in case of illicit practices (Honduras);
- The importance of carrying out an Article 17(c) agreement for both States (Norway).
- The establishment of an agreed legal definition for illegal adoption in intercountry adoption cases (ICAV).

25 Some States considered relevant the discussion of the possible creation of software or a platform, such as:

- Software to manage intercountry adoptions, including the centralisation of information on each Contracting Party and a database containing details of children in need of intercountry adoption (Brazil); and
- A platform which would enable Central Authorities to exchange official information (*e.g.*, file status, declaration of eligibility and suitability, Article 23 certificate of conformity, post-adoption follow-up, communication of incidents) (Honduras).

26 Finally, other topics mentioned as relevant for discussion include:

- Specific consent of the child (Guyana);
- Contact between the prospective adoptive parents and the child prior to an Article 17(c) agreement (Guyana);
- Granting of a residence permit by the receiving State prior to the placement of the child in intercountry adoption (one State);
- Intercountry adoptions incorrectly treated as domestic adoptions (Canada);
- Rights of a child in need of adoption to be adopted with their sibling(s) (Moldova);
- Cooperation addressed in a broad manner rather than in accordance with specific topics (*e.g.*, purpose, best methods, advantages for children and families) (Canada);
- Official correspondence and communication methods between Central Authorities (one State);
- Standardisation of services offered (pre- and post-adoption) (Austria);

- Automatic acquisition of the nationality of the prospective adoptive parents by the adoptee (ICAV);
- Learning from persons with positive lived experiences (Italy); and
- Adoptions of children born following a surrogacy arrangement (Guatemala).